



VOL. II.—No. 43.

MONTREAL, JEUDI, 26 OCTOBRE, 1871.

ABONNEMENT, \$3.00.  
PAR NUMERO, 7 CENTS.

A NOS ABONNES DES ETATS-UNIS.

Comme nous le faisons pressentir dans notre dernier numéro, nous avons pu effectuer des arrangements très-avantageux pour nos lecteurs américains.

En première ligne nous publions, à commencer par notre prochain numéro, un supplément gratuit de quatre pages, rédigé et arrangé par nos rédacteurs et correspondants américains dans l'intérêt exclusif des Canadiens aux Etats-Unis. En outre, la 12<sup>ème</sup> page de l'*Opinion Publique* sera également consacrée aux affaires américaines pouvant intéresser nos compatriotes émigrés, et aussi écrites par nos rédacteurs et correspondants américains. Cette partie, destinée à être lue par nos abonnés canadiens si nombreux, offrira l'avantage précieux d'établir un courant d'idées sympathiques entre les Canadiens d'ici et ceux de là-bas. On sera par là mis ici au fait des actions d'éclat et des progrès de nos frères des Etats.

Pour le présent, le Bureau Central de notre Edition Américaine est à Worcester, Massachusetts. M. Ferdinand Gagnon, déjà si avantageusement connu des Canadiens des Etats Unis, est notre rédacteur-en-chef de la partie américaine, et notre agent général pour les quatre Etats de Massachusetts, New-Hampshire, Connecticut et Rhode Island. Il sera bientôt aidé dans sa tâche ardue par des correspondants habiles dont nous allons nous assurer les services à Burlington, Chicago, et quelques autres villes de l'Ouest.

L'ADMINISTRATION.

L'INDUSTRIE.

Pour répondre à la demande de quelques personnes et mettre le public en état de juger la discussion que mes opinions ont suscitée, j'avais résolu de publier en entier la lecture que j'ai faite devant l'Institut des Artisans Canadiens. Mais comme je n'aurais fait que répéter plusieurs des idées que j'ai déjà exprimées dans l'*Opinion Publique*, et que, d'ailleurs, beaucoup de choses que j'ai dites n'étaient pas écrites, je me suis décidé à ne publier que les parties les plus saillantes de cette lecture.

J'ai commencé par dire que les Canadiens-Français, comme toutes les choses de ce monde, ont un bon et un mauvais côté. Notre bon côté, c'est l'énergie que nous avons déployée pour nous enraciner et nous conserver sur ce sol, c'est un siècle de lutttes, de sacrifices, de dévouement, etc., etc.

Notre mauvais côté, ai-je dit, le voici :

Lorsqu'on parcourt nos villes et nos campagnes, on ne peut s'empêcher de faire une comparaison désagréable à notre amour-propre. On peut reconnaître partout l'élément anglais à ces dehors brillants, qui sont l'apanage de la fortune. C'est lui qui possède les plus belles propriétés, les terres les mieux cultivées, qui occupe les premières places dans le commerce, l'industrie et les grandes entreprises; il a la haute main sur les banques, les compagnies d'assurance, de chemins de fer et de navires. A qui ces équipages magnifiques qui sillonnent nos rues, ces palais somptueux, ces grosses maisons de commerce, tous ces centres d'activité, ces sources de richesse et de prospérité? A des Anglais. A qui les bonnes places, les gros salaires, l'influence et la considération? Aux Anglais. Quels sont les plus riches marchands, entrepreneurs, architectes, notaires, médecins et avocats? Des Anglais. On ne peut faire un pas sans que tout trahisse notre infériorité

sous le rapport du progrès et de la prospérité. C'est ce que les étrangers remarquent et c'est ce qu'ils nous disent en termes plus ou moins délicats. Ils avouent bien quelquefois que nous avons de belles qualités, que nous sommes doux, hospitaliers, religieux et moraux, mais ils ne manquent pas d'ajouter que nous sommes en arrière des autres populations. Inutile de dire que souvent la malveillance tire de ces faits des conséquences qui nous blessent profondément dans notre amour-propre national.

Mais ces conclusions, sont-elles justes? De ce que la population française est moins riche, moins entreprenante que la population anglaise, s'en suit-il qu'elle soit moins intelligente? Non, dire cela est dire un mensonge et une calomnie que nous repoussons de toutes nos forces. Nous avons fait nos preuves. Dans la politique, les lettres et les arts, nous ne sommes inférieurs à personne, et lorsque, dans le commerce et l'industrie, nous pouvons lutter à armes égales, nous montrons des aptitudes remarquables. Les Cuvillier, les Masson et les Renaud ont montré ce que nous pouvions faire, et nos ouvriers ne sont-ils pas partout recherchés et admirés? Nos hommes d'Etat n'ont-ils pas encore, depuis trente ans comme auparavant, joué souvent le premier rôle dans les destinées du pays, et forcé plus d'une fois la jalousie et le fanatisme de baisser pavillon devant leurs talents? Non, nous ne sommes inférieurs à personne sous le rapport de l'intelligence et nous pouvons, sans orgueil, nous rendre le témoignage que si nous sommes dignes de la France par notre courage et notre valeur, nous n'en sommes pas moins dignes par les facultés intellectuelles. Tous ceux qui ont conversé avec le premier cultivateur, le premier ouvrier venu, sont forcés de reconnaître combien il y a chez eux de bon sens et de jugement. Un professeur distingué disait même qu'il avait trouvé, proportion gardée, plus d'intelligence chez les enfants du Canada que chez ceux de la France.

D'où vient donc cette infériorité matérielle qu'on nous reproche? Pourquoi donc sommes-nous en arrière des autres races de l'Amérique du Nord dans cette cause du progrès qui les entraîne comme dans un tourbillon?

Il faut d'abord tenir compte d'une vérité dont l'expérience et la raison expliquent l'existence et les effets.

Les nations comme les individus diffèrent de caractère et d'aptitudes, et cette diversité est dans l'ordre de la Providence un élément, une condition de progrès. Chaque être de la création a une destinée, un rôle à remplir et des facultés propres à l'accomplissement de sa fin. Il en est ainsi des nations. Il est incontestable, par exemple, que la race française, si intelligente, si admirablement douée sous le rapport du sentiment et de la vivacité de l'esprit, ne possède pas, comme la race anglo-saxonne, l'esprit pratique qui convient à la spéculation.

Il n'y a pas de doute que le caractère français se prête peu aux ennuis et aux tracasseries du commerce. Chevaleresque avant tout, passionné pour les choses belles et artistiques, il dédaigne plus ou moins les soucis prosaïques du commerce et de la spéculation. C'est si vrai qu'en France même, on a constaté qu'un grand nombre des principales maisons d'agence, de change et d'assurance, sont entre les mains des Anglais et des Prussiens. Quoique notre caractère se soit considérablement modifié au contact d'éléments contraires, cependant nous sommes restés pas mal Français sous ce rapport comme sous les autres.

J'ai aussi trouvé dans notre histoire une autre explica-

tion que je résume en deux mots: c'est que, venus en Amérique pour y fonder une nation et y répandre la civilisation, nos pères ne songèrent qu'à s'emparer du sol, et lorsque la conquête les fit passer sous un pouvoir étranger, ils se livrèrent exclusivement à la culture des terres, pendant que les Anglais s'emparaient de toutes les ressources commerciales du pays.

J'ai alors développé la thèse que l'agriculture et le commerce ne pourraient donner la prospérité au Bas-Canada sans l'industrie, et j'ai tâché de rendre cette vérité frappante par la comparaison suivante :

Supposez, messieurs, un homme possédant une belle et vaste propriété assez fertile, remarquable surtout par les métaux précieux et les bois recherchés qu'elle renferme, et par les pouvoirs d'eau. Cet homme a une nombreuse famille, et il travaille beaucoup; mais il ne s'occupe que de cultiver sa propriété, d'y semer et d'en récolter le grain. Il a des agents qu'il paie pour aller chez ses voisins acheter des marchandises et toutes les choses dont il a besoin pour vêtir et nourrir sa famille et cultiver sa terre. La terre est bonne, elle produit d'abord le blé en abondance, mais elle finit par s'épuiser; les récoltes deviennent moins bonnes, et cependant les dépenses augmentent au lieu de diminuer. Il commence à emprunter à 6, 7, 8, 9 et 12 par cent, espérant qu'à force de travail et d'économie il pourra payer ses dettes et se faire une belle position; mais, vains efforts! il a beau travailler, il s'appauvrit davantage et il est même obligé d'envoyer plusieurs de ses enfants travailler pour les étrangers. Pendant ce temps-là ses fournisseurs, agents et prêteurs d'argent mènent joyeuse vie et font sonner ses écus dans leurs poches. Mais ses bois et ses métaux, dira-t-on? Malheureusement, il ne sait pas en tirer parti, il ignore même ce qu'il peut en faire.

Il a pour voisin un homme qui possède une propriété semblable à la sienne, et qui s'enrichit à vue d'œil, quoiqu'il mène la vie à grandes guides, et travaille moins fort. Mais ce voisin procède d'une manière bien différente. Il ne travaille pas énormément des bras, mais il lit beaucoup; il achète des livres, reçoit des journaux et apprend une foule de choses. Aussi, tous les jours, il invente quelque chose pour tirer parti des ressources que renferme sa propriété. Au lieu d'acheter à l'étranger les vêtements de sa famille et les instruments dont il se sert, il les fabrique lui-même avec le bois de ses forêts et les métaux de ses mines. Il a su utiliser les pouvoirs d'eau de sa propriété en construisant des moulins et des manufactures. Bientôt, non-seulement il fabrique tout ce dont il a besoin, mais il vend à ses voisins une foule de choses en fer ou en bois qui lui rapportent des bénéfices énormes.

Le premier de ces deux hommes, mesdames et messieurs, c'est nous, le second, ce sont nos voisins, les fournisseurs sont les manufacturiers anglais, et les agents sont nos importateurs.

C'est là notre situation, nous restons pauvres et mécontents, et nous sommes obligés de nous expatrier, lorsque sous nos pieds, à nos portes, coulent des flots d'or, nous suons sang et eau pour enrichir des étrangers qui nous regardent à peine, lorsque c'est nous qui devrions leur fournir les marchandises et objets manufacturés qu'ils nous vendent à si grand profit. Les manufacturiers anglais vendent à la Puissance du Canada pour quatorze ou quinze millions de piastres d'objets fabriqués dont le Bas-Canada pourrait fournir la moitié au moins.